

TRADEMARK ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1
Stylesheet Version v1.2

ETAS ID: TM679021

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT		
NATURE OF CONVEYANCE:	ENTITY CONVERSION		
CONVEYING PARTY DATA			
Name	Formerly	Execution Date	Entity Type
WESTROCK BELGIUM SPRL		06/26/2018	SOCIETE PRIVEE A RESPONSABILITE LIMITEE (SPRL): BELGIUM
RECEIVING PARTY DATA			
Name:	AARDEX GROUP		
Street Address:	Rue Bois Saint-Jean 15/1		
City:	Seraing		
State/Country:	BELGIUM		
Postal Code:	B-4102		
Entity Type:	Société Anonyme (Sa): BELGIUM		
PROPERTY NUMBERS Total: 1			
Property Type	Number	Word Mark	
Serial Number:	85343364	MEMS	
CORRESPONDENCE DATA			
Fax Number:	6176468646		
<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>			
Phone:	6176468000		
Email:	rmvtrademarks@wolfgreenfield.com		
Correspondent Name:	Ryan M. Van Olst		
Address Line 1:	600 Atlantic Avenue		
Address Line 2:	Wolf, Greenfield & Sacks, P.C.		
Address Line 4:	Boston, MASSACHUSETTS 02210		
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	W1087.20003US02		
DOMESTIC REPRESENTATIVE			
Name:	Ryan M. Van Olst		
Address Line 1:	600 Atlantic Avenue		
Address Line 2:	Wolf, Greenfield, & Sacks, P.C.		
Address Line 4:	Boston, MASSACHUSETTS 02210		
NAME OF SUBMITTER:	Ryan M. Van Olst		

OP \$40.00 85343364

SIGNATURE:	/RMV/
DATE SIGNED:	10/05/2021

Total Attachments: 30

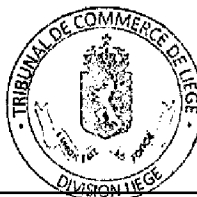
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page1.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page2.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page3.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page4.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page5.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page6.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page7.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page8.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page9.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page10.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page11.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page12.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page13.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page14.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page15.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page16.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page17.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page18.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page19.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page20.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page21.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page22.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page23.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page24.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page25.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page26.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page27.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page28.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page29.tif
source=Westrock to Aardex (with English Translation)#page30.tif

**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**



18122590

de



13 JUL. 2018

Greffe

N° d'entreprise : **0631 773 965**

Dénomination

(en entier) : **WESTROCK BELGIUM**

(en abrégé) :

Forme juridique : **Société Privée à Responsabilité Limitée**Adresse complète du siège : **4600 Visé, Rue des Cyclistes Frontière 24**

MONITEUR BELGE

31-07-2018

BELGISCH STAATSBLAD

Objet de l'acte : TRANSFORMATION SPRL EN SA - MODIFICATION DES STATUTS

D'un acte reçu par Maître Christine DÔME, Notaire à la résidence de Liège (3e canton), exerçant sa fonction au sein de la société civile ayant pris la forme d'une société privée à responsabilité limitée « Anne Françoise HONHON et Christine DÔME, Notaires associés », ayant son siège social à Liège, avenue de Fontainebleau 2, Mention d'enregistrement Acte du notaire Christine DÔME à Liège le 26-06-2018, répertoire 05810 Rôle(s): 20. Renvoi(s): 0 Enregistré au bureau d'enregistrement BUREAU SÉCURITÉ JURIDIQUE LIÈGE 1 le cinq juillet deux mille dix-huit (05-07-2018) Référence ACP (5) Volume 000 Folio 000 Case 8418 Droits perçus: cinquante euros zéro eurocent (€ 50,00) Le receveur, il résulte que:

L'assemblée générale extraordinaire les associés de la Société Privée à Responsabilité Limitée « WESTROCK BELGIUM », après avoir délibéré, prend à l'unanimité, les résolutions suivantes :

Première résolution : Modification de la dénomination sociale et en conséquence modification de l'article 1 des statuts

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société. Celle-ci existera désormais sous la dénomination « AARDEX Group ».

En conséquence, elle décide de modifier l'article 1 des statuts comme suit :

« La société revêt la forme d'une société privée à responsabilité limitée, et est dénommée « AARDEX Group »

Deuxième résolution : Modification du siège social et en conséquence modification de l'article 2 des statuts.

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société à 4102 Seraing, rue Bois Saint Jean 15/1 et de modifier en conséquence le texte de l'article 2 des statuts comme suit :

« Le siège social est établi à 4102 Seraing, rue Bois Saint Jean 15/1.

Il peut être transféré dans toute autre localité en Belgique par décision de l'organe de gestion ou le(s) gérant(s), et en se conformant à la législation linguistique en vigueur.

La société peut établir, par décision du gérant, des sièges d'exploitation, sièges administratifs, succursales, agences et dépôts en Belgique ou à l'étranger. »

Troisième résolution : Modification de la date de l'assemblée générale ordinaire et de l'exercice social et en conséquence modification des articles 11 et 29 des statuts

L'assemblée décide de modifier la date de l'assemblée générale ordinaire pour la fixer le deuxième lundi du mois de juin à 10 heures.

En conséquence, l'assemblée décide de modifier le texte de l'article 11 des statuts comme suit :

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 07/08/2018 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B : Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

TRADEMARK

REEL: 007443 FRAME: 0110

« L'assemblée générale ordinaire des associés se réunit annuellement le deuxième lundi du mois de juin à dix heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale ordinaire se tient au siège de la société ou dans la commune du siège de la société. Elle peut également se tenir dans une des dix-neuf communes de la Région Bruxelles-Capitale.

En cas de recours à la procédure par écrit conformément à l'article 23 des statuts, la société doit recevoir - au plus tard le jour statutairement fixé pour la tenue de l'assemblée générale ordinaire - la circulaire contenant l'ordre du jour et les propositions de décision, signée et approuvée par tous les associés.

Une assemblée spéciale ou extraordinaire des associés peut être convoquée chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Les assemblées générales des associés peuvent être convoquées par l'organe de gestion ou par le(s) commissaire(s) et l'être sur la demande d'associés qui, seul ou ensemble, représentent un cinquième du capital social. Les assemblées générales extraordinaires ou spéciales se tiennent au siège social de la société ou en tout autre endroit mentionné dans la convocation, ou autrement. »

Par ailleurs, l'assemblée décide de modifier l'exercice social de sorte qu'il commence le premier janvier et finisse le trente-et-un décembre.

En conséquence, l'assemblée décide de modifier le texte de l'article 29 des statuts comme suit :

« L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente et un décembre de l'année suivante.

A la fin de chaque exercice social, l'organe de gestion dresse un inventaire et établit les comptes annuels de la société comprenant un bilan, le compte des résultats, ainsi que l'annexe. Ces documents sont établis conformément à la loi et déposés à la Banque Nationale de Belgique.

En vue de leur publication, les comptes sont valablement signés par un gérant.

L'organe de gestion établit en outre annuellement un rapport de gestion conformément aux articles 95 et 96 du Code des sociétés. Toutefois, l'organe de gestion n'est pas tenu de rédiger un rapport de gestion si la société répond aux critères prévus à l'article 94, premier alinéa du Code des sociétés. »

En conséquence, l'exercice social en cours se clôturera le 31 décembre 2018 et la prochaine assemblée générale se tiendra le deuxième lundi du mois de juin 2019.

Quatrième résolution : Transformation en société anonyme

4.1. Rapports prétables.

Le Président est dispensé de donner lecture des rapports annoncés dans l'ordre du jour de la présente assemblée, les associés, déclarant avoir reçu depuis plus de quinze jours un exemplaire desdits rapports, à savoir :

a) le rapport justificatif établi par l'organe de gestion conformément aux articles 777 et 778 du Code des sociétés, visant notamment la transformation d'une société privée à responsabilité limitée en société anonyme, avec en annexe, un état résumant la situation active et passive de la société, arrêté à une date ne remontant pas à plus de trois mois ;

b) le rapport du commissaire relatif audit état.

Les conclusions du rapport du commissaire relatif à la transformation sont reprises textuellement ci-après :

« Nous avons effectué un examen limité de la situation active et passive au 31 mars 2018 de la société privée à responsabilité limitée Westrock Belgium, conformément aux normes de contrôles édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises relatives au rapport à rédiger à l'occasion de la transformation d'une société. Sur base de cet examen limité, nous sommes en mesure de formuler les conclusions suivantes :

- Sur base de nos travaux, nous n'avons pas identifié la moindre surestimation de l'actif net;
- L'actif net est supérieur au capital social.

Restriction de distribution de nos conclusions

Le présent rapport a été établi dans le cadre de la transformation de la forme juridique de la société privée à responsabilité limitée Westrock Belgium en une société anonyme et ne peut être utilisé à d'autres fins. »

Les deux rapports précités, ainsi que l'état résumant la situation active et passive de la société arrêtée au 31 mars 2018, resteront ci-annexés pour faire partie intégrante du présent acte, après avoir été paraphés et signés « ne varietur » par les comparants et nous, Notaire.

4.2. Transformation en société anonyme

L'assemblée décide de modifier la forme de la société, sans changement de sa personnalité juridique, ni de son objet social et d'adopter la forme d'une société anonyme, le capital demeurant inchangé.

La transformation se fait à la lumière et sur base de la situation comptable arrêtée à la date du 31 mars 2018 telle que cette situation est visée au rapport de l'organe de gestion.

Les éléments comptables et bilantaires sont inchangés, la société anonyme continuera les écritures et la comptabilité tenues par la société privée à responsabilité limitée.

La société anonyme conserve le numéro d'immatriculation de la société privée à responsabilité limitée au Registre des personnes morales, soit le numéro 0831.773.965.

Cinquième résolution : l'adoption des statuts de la société anonyme

L'assemblée arrête comme suit les statuts de la société anonyme :

STATUTS

TITRE I : TYPE DE SOCIETE

Article 1 - Forme et dénomination de la société

La société est une société commerciale et adopte la forme de la société anonyme.

Elle est dénommée « AARDEX Group ».

Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commandes et autres documents émanant de la société doivent contenir la dénomination de la société, la forme en entier ou abrégé, l'indication du siège de la société, le terme RPM suivi du numéro d'entreprise, l'indication du siège du tribunal dans le ressort territorial duquel la société a son siège social.

Article 2 - Siège social

Le siège social est établi à 4102 Seraing, rue Bois Saint Jean 15/1.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la région de langue française de Belgique ou de la région de Bruxelles-Capitale par simple décision du conseil d'administration qui a tous pouvoirs pour faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte.

La société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des sièges administratifs, agences, ateliers, dépôts et succursales, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Article 3 - Objet

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, tant pour son propre compte que pour compte de tiers:

toute activité dans le domaine de la recherche et du développement d'algorithmes et de bases de données en corrélation avec ceux-ci, relativement à l'adhérence mesurée en temps réel, ainsi que l'intégration de données pharmaceutiques, médicales et économiques en lien avec ladite recherche en matière de conformité.

La société conçoit également la commercialisation d'appareils électroniques de toute nature, spécialement la commercialisation de dispositifs de modèle pour mesurer l'adhérence en temps réel, les logiciels de commercialisation sur mesure pour analyse individuelle et de groupes de données relatives aux systèmes décrits ci-dessus, ainsi que la préparation et le contrôle qualitatif des différents éléments nécessaires pour distribuer les produits pour l'industrie pharmaceutique.

La société a également pour objet de créer, mettre en œuvre, modifier, réparer et vendre des programmes informatiques (logiciels et micro-logiciels) ; l'étude, la production et la vente de tout matériel électronique et toute fourniture liée, et toute activité de conseil et de formation dans le domaine de l'informatique et de l'électronique.

La société exerce finalement des activités dans le domaine du développement de matériel et de logiciels de tous types de produits, l'acquisition de droits de propriété intellectuelle et de licences et la distribution de tout système de mesure directe ou indirecte en temps réel de l'adhérence ainsi que toute activité de services liée à l'analyse clinique et aux données bio-statistiques d'adhérence.

La société peut s'intéresser par toutes voies, dans toutes les affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou qui soient de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La société peut octroyer des sûretés en vue de garantir ses propres obligations ou les obligations de tiers, au moyen d'hypothèques, de gages sur ses biens, en ce compris son propre fonds de commerce, ainsi que toutes autres formes de garanties personnelles ou réelles.

La société peut d'une façon générale accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter la réalisation.

Article 4 - Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

TITRE II : CAPITAL

Article 5 - Capital

Le capital social est fixé à deux cent quatre-vingt-huit mille cinq cent cinquante euros (288.550,00€).

Il est représenté par deux cent quatre-vingt-huit mille cinq cent cinquante (288.550) actions sans désignation de valeur nominale.

Chaque action représente un deux cent quatre-vingt-huit cinq cent cinquantième (1/288.550ème) du capital social.

Article 5bis – Historique

Le capital social de la société était fixé à dix-huit mille cinq cent cinquante euros (18.550,00€) lors de sa constitution représenté par dix-huit mille cinq cent cinquante (18.550) parts sociales.

Aux termes d'un procès-verbal reçu par le notaire Eric SPRUYT, à Bruxelles, le 12 octobre 2015, l'assemblée générale a décidé d'augmenter le capital social à concurrence de DEUX CENT SEPTANTE MILLE (270.000,00€) pour le porter de DIX HUIT MILLE CINQ CENT CINQUANTE EUROS (18.550,00€) à DEUX CENT QUATRE-VINGT HUIT MILLE CINQ CENT CINQUANTE EUROS (288.550,00€), par apport en espèces et par la création de deux cent septante mille (270.000) nouvelles parts sociales, sans mention de valeur nominale, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes et participant aux résultats de la société à partir de leur création.

Aux termes d'un procès-verbal reçu par le notaire Christine DÔME, à Liège, le 26 juin 2018, l'assemblée générale a décidé de transformer la société privée à responsabilité limitée en une société anonyme de sorte que les deux cent quatre-vingt-huit mille cinq cent cinquante (288.550) parts sociales sont devenues des actions.

Article 5ter – Capital autorisé

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximum de deux cent quatre-vingt-huit mille cinq cent cinquante euros (288.550,00€).

Cette autorisation lui est conférée pour une période de cinq ans à dater du jour fixé par la loi comme point de départ de cette période.

Le conseil d'administration est autorisé à émettre, en une ou plusieurs fois, aux conditions prévues par la loi, des obligations convertibles ou remboursables en actions, des droits de souscription ou d'autres instruments financiers donnant, à terme, droit à des actions, à concurrence d'un montant maximum fixé de manière telle que le montant des augmentations de capital qui résulteraient de la conversion ou du remboursement des obligations ou de l'exercice des droits de souscription ou autres instruments financiers n'excède pas la limite jusqu'à laquelle le capital peut encore être augmenté par le conseil d'administration par application de l'alinéa premier.

Complémentairement à l'autorisation conférée au premier alinéa, le conseil d'administration est expressément habilité pour une durée de trois ans, en cas d'offre publique d'achat ou d'échange portant sur les titres de la société, à augmenter le capital dans le respect des conditions légales, moyennant des apports en nature ou en numéraire. Les augmentations de capital décidées dans le cadre de cette autorisation s'imputeront sur la partie restante du capital autorisé prévu au premier alinéa.

Les augmentations de capital décidées en vertu de ces autorisations pourront être réalisées tant par apports en numéraire que, sous réserve des restrictions légales, par apports en nature. Elles pourront l'être également par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles ou de prime d'émission, avec ou sans création de titres nouveaux.

Le conseil est tenu de respecter le droit de souscription préférentielle conformément à la loi. Toutefois, le conseil peut limiter ou supprimer, dans l'intérêt social et aux conditions prescrites par la loi, le droit de préférence en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales.

Les primes d'émission, s'il en existe, devront être affectées par le conseil d'administration, en cas d'augmentation de capital décidée par lui, après imputation éventuelle des frais, à un compte indisponible « primes d'émission », qui constituera, à l'égal du capital, la garantie des tiers et ne pourra, sous réserve de son incorporation au capital par le conseil d'administration comme prévu ci-avant, être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions requises par l'article 612 du Code des sociétés.

Lorsqu'il fait usage des autorisations prévues au présent article, le conseil d'administration est compétent pour adapter les statuts à l'effet de modifier l'article relatif au capital et à sa représentation, de compléter l'historique du capital ainsi que, par une disposition temporaire à insérer dans le présent article, indiquer dans quelle mesure il a fait usage de son pouvoir d'augmenter le capital.

Article 6 - Appels de fonds

Les appels de fonds sont décidés souverainement par le conseil d'administration.

Tout versement appelé s'impute sur l'ensemble des actions dont l'actionnaire est titulaire. Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation; dans ce cas, il détermine les conditions éventuelles auxquelles ces versements anticipés sont admis. Les versements anticipés sont considérés comme des avances de fonds.

L'actionnaire qui, après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée, ne satisfait pas à un appel de fonds, doit payer à la société un intérêt calculé au taux de l'intérêt légal, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Le conseil d'administration peut en outre, après un second avis resté infructueux dans le mois de sa date, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres, sans préjudice du droit de lui réclamer le solde restant dû ainsi que tous dommages et intérêts. Le produit net de la vente s'impute sur ce qui est dû par l'actionnaire défaillant, lequel reste tenu de la différence ou profite de l'excédent.

L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

TITRE III : TITRES

Article 7 - Nature des titres

Les actions non entièrement libérées sont nominatives.

Les actions entièrement libérées et les autres titres de la société sont nominatifs ou dématérialisés.

Leur titulaire peut, à tout moment et à ses frais, demander la conversion de ses titres en titres nominatifs ou dématérialisés.

Le titre dématérialisé est représenté par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un teneur de comptes agréé ou d'un organisme de liquidation.

Il est tenu au siège social un registre pour chaque catégorie de titres nominatifs. Tout titulaire de titres peut prendre connaissance du registre relatif à ses titres.

Article 8 - Indivisibilité des titres - Vote par l'usufruitier éventuel

Les titres sont indivisibles.

La société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

Si le titre fait l'objet d'une copropriété, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

En cas de démembrement du droit de propriété d'une action, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

Article 8bis - Cession d'actions

La procédure d'agrément et la procédure consécutive éventuelle de préemption s'appliquent aux cessions et transmissions d'actions, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non actionnaires.

A. - Cessions entre vifs

L'actionnaire qui désire céder tout ou partie de ses actions à une personne, physique ou morale, qui n'est pas actionnaire, en informe le conseil d'administration.

La décision d'agrément est prise par le conseil d'administration, à la majorité des deux/tiers des administrateurs présents ou représentés, dans le mois de l'envoi de la notification de l'actionnaire.

Le conseil d'administration n'est pas tenu d'indiquer les motifs de son refus ou de son agrément.

La décision d'agrément ou de refus du conseil est notifiée à l'actionnaire cédant dans les quinze jours de la décision du conseil d'administration.

Si le conseil d'administration n'agrée pas le cessionnaire proposé, le cédant a dix jours à dater de l'envoi de la notification du conseil d'administration pour décider et notifier s'il renonce ou non à son projet de céder des titres. A défaut de notification au conseil d'administration par le cédant à qui l'on a opposé un refus d'agrément, il est présumé renoncer à son projet de cession. S'il ne renonce pas à son projet, il s'ouvre au profit des autres actionnaires un droit de préemption sur les actions offertes en vente, ce dont le conseil avise sans délai les actionnaires.

Les actions sont acquises, sauf accord entre parties intervenu endéans les trente jours de la décision du conseil, au prix à déterminer par un expert désigné de commun accord par les parties conformément à l'article 31 du Code des sociétés, à défaut d'accord sur l'expert, par le président du tribunal de commerce statuant comme en référé à la requête de la partie la plus diligente, tous les frais de procédure et d'expertise étant pour moitié à charge du cédant et pour moitié à charge du ou des acquéreurs, proportionnellement au nombre d'actions acquises s'ils sont plusieurs.

Les actionnaires peuvent exercer ce droit de préemption au plus tard dans les quinze jours de l'envoi par le conseil du résultat de l'expertise, en mentionnant le nombre d'actions qu'ils souhaitent acquérir.

Les actionnaires peuvent aussi, préalablement à l'expiration de ce délai, renoncer expressément à l'exercice de leur droit de préemption.

L'absence de réponse dans le délai accordé vaudra renonciation expresse au droit de préemption.

Si le nombre total d'actions pour lesquelles le droit de préemption a été exercé est supérieur au nombre d'actions offertes en vente, les actions sont prioritairement attribuées aux actionnaires au prorata de leur participation dans le capital social.

Le droit de préemption dont certains actionnaires ne feraient pas usage accroît au droit de préemption de ceux qui en ont fait usage, et ce au prorata du nombre de leurs actions par rapport au total des actions de ceux qui ont exercé leur droit. Le conseil notifie aux actionnaires, après l'expiration du délai précité, le résultat de la préemption et fixe, le cas échéant, un nouveau délai de quinze jours pour permettre l'exécution de la préemption au second tour.

Si les parties n'exercent pas leur droit de préemption ou si le nombre d'actions sur lesquelles les parties ont exercé leur droit de préemption est inférieur au nombre d'actions offertes en vente, le cédant pourra librement céder la totalité de ses actions au tiers-candidat cessionnaire.

L'acquéreur paie le prix des actions dans un délai de trente jours à compter de la détermination du prix.

Les notifications faites en exécution du présent article sont envoyées par lettres recommandées à la poste, les délais commençant à courir à partir de la date d'expédition de la lettre, apposée sur le récépissé de la recommandation postale.

B. - Transmissions par décès

Les dispositions qui précèdent s'appliquent mutatis mutandis aux transmissions par décès.

La demande d'agrément sera faite par le ou les héritiers ou par les légataires des actions. Ils peuvent exiger leur agrément si toutes les actions recueillies ne sont pas reprises dans le délai prévu.

TITRE IV : ADMINISTRATION - SURVEILLANCE

Article 9 – Composition du conseil d'administration

La société est administrée par un conseil de trois administrateurs au moins, actionnaires ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires, et rééligibles.

Toutefois, dans les cas prévus par la loi, la composition du conseil d'administration peut être limitée à deux membres.

Si une personne morale est nommée administrateur ou membre du comité de direction, elle devra désigner parmi ses associés, gérants, administrateurs, membres du conseil de direction ou travailleurs, un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, le mandat d'administrateur est gratuit.

Article 10 - Présidence

Le conseil d'administration peut élire, parmi ses membres, un président. En cas d'absence ou d'empêchement du président, le conseil désigne un de ses membres pour le remplacer.

S'il le juge opportun, le conseil peut élire un ou plusieurs vice-présidents.

Article 11 - Réunion du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit, en Belgique ou à l'étranger, sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement, de celui qui le remplace, ou de deux administrateurs.

Les convocations sont écrites ou verbales, et sont faites par tout moyen de transmission. Tout administrateur peut renoncer à la convocation et, en tout cas, sera considéré comme ayant été régulièrement convoqué s'il est présent ou représenté à la réunion.

Article 12 - Délibération

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Tout administrateur empêché ou absent, peut donner, par écrit, par tout moyen de transmission, à un de ses collègues, délégation pour le représenter aux réunions du conseil et y voter en son lieu et place. Le mandant est, dans ce cas, réputé présent.

Dans les cas prévus par la loi, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs exprimé par écrit.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix, sans tenir compte des abstentions. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Toutefois, si le conseil d'administration est composé de deux membres, la voix de celui qui préside la réunion cesse d'être prépondérante jusqu'à ce que le conseil d'administration soit à nouveau composé de trois membres au moins.

Article 13 - Compétences du conseil d'administration

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Article 14 - Gestion journalière

Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs de gestion à un comité de direction, sans que cette délégation puisse porter sur la politique générale de la société ou sur l'ensemble des actes réservés au conseil d'administration en vertu de la loi. Si un comité de direction est institué, le conseil d'administration est chargé de surveiller celui-ci.

Le conseil d'administration peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non, dénommées administrateurs délégués.

Dans le cadre de la gestion journalière, l'administrateur délégué pourra seul représenter la société.

Il peut, enfin, déléguer à toute personne des pouvoirs spéciaux et limités.

Article 15 - Représentation

La société est représentée dans tous les actes, y compris ceux où interviennent un fonctionnaire public ou un officier ministériel et en justice, par deux administrateurs conjointement. Elle est en outre représentée par toute autre personne agissant dans les limites des pouvoirs délégués par ou en vertu d'une décision du conseil d'administration.

Article 16 - Contrôle

Lorsque la loi l'exige et dans les limites qu'elle prévoit, le contrôle de la société est assuré par un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans et rééligibles.

TITRE V : ASSEMBLEES GENERALES

Article 17 - Réunions

L'Assemblée Générale ordinaire se réunit annuellement le deuxième lundi du mois de juin à 10 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'Assemblée a lieu le jour ouvrable suivant, même endroit, même heure.

Article 18 - Convocation

Les assemblées se réunissent au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation, à l'initiative du conseil d'administration ou des commissaires.

Les convocations sont faites conformément à la loi.

Tout personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Article 19 - Admission

Le conseil d'administration peut exiger que pour être admis à l'assemblée :

-les propriétaires d'actions nominatives doivent, au plus tard sept jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, informer le conseil d'administration de leur intention de participer à l'assemblée, ainsi que du nombre d'actions pour lequel ils entendent prendre part au vote ;

-les propriétaires d'actions dématérialisées doivent, au plus tard sept jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, déposer au siège social ou aux lieux indiqués par l'avis de convocation, une attestation établie par le teneur de comptes agréé ou l'organisme de liquidation constatant l'indisponibilité, jusqu'à la date de l'assemblée générale, des actions dématérialisées ;

Les obligataires peuvent assister à l'assemblée, mais avec voix consultative seulement, s'ils ont effectué les formalités prescrites à l'alinéa qui précède.

Article 20 - Prorogation

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par le conseil d'administration. Cette prorogation annule toute décision prise. La seconde assemblée délibérera sur le même ordre du jour et statuera définitivement.

Article 21 - Majorités – Procuration

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Tout actionnaire peut donner à toute autre personne, actionnaire ou non, par tout moyen de transmission, une procuration écrite pour le représenter à l'assemblée et y voter en son lieu et place.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui dans un délai qu'il fixe.

Les actionnaires peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être passées par un acte authentique.

Article 22 - Bureau

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par une personne désignée par l'assemblée.

Le président peut désigner un secrétaire.

L'assemblée peut choisir, parmi ses membres, un ou plusieurs scrutateurs.

Article 23 - Nombre de voix

Chaque action donne droit à une voix.

TITRE VI : ECRITURES AFFECTATION DES RESULTATS

Article 24 - Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Article 25 - Affectation des résultats

L'assemblée générale annuelle statue sur les comptes annuels et sur les affectations et prélèvements. Elle affecte à la réserve légale une dotation de cinq pour cent au moins des bénéfices nets de l'exercice. Cette affectation cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint dix pour cent du capital social.

Article 26 - Acomptes sur dividendes

Le conseil d'administration peut décider le paiement d'acomptes sur dividendes.

TITRE VII : DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 27 - Dissolution – Liquidation

En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit et à n'importe quel moment, la liquidation s'opère par les liquidateurs nommés par l'assemblée générale.

A défaut de nomination, la liquidation se fait par les administrateurs en fonction qui agissent en qualité de comité de liquidation.

A cette fin les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi.

L'assemblée fixe la rémunération des liquidateurs.

Les liquidateurs n'entrent en fonction qu'après confirmation par le tribunal de commerce de leur nomination.

Article 28 - Répartition

Après paiement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, ou après consignation des montants à cette fin, les liquidateurs répartissent l'actif net en espèces ou en titres, entre les actionnaires au prorata du nombre d'actions qu'ils possèdent.

En outre les biens qui subsistent en nature sont répartis de la même façon.

Si toutes les actions ne sont pas libérées de la même façon les liquidateurs doivent rétablir l'équilibre avant de procéder au partage précité, en mettant toutes les actions sur pied d'égalité, soit en inscrivant des versements supplémentaires à charge des actions qui ne sont pas suffisamment libérées, soit en remboursant en espèces ou en titres les actions libérées dans des proportions supérieures.

Le solde est réparti également entre toutes les actions.

TITRE VIII : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29 - Election de domicile

Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire, directeur, liquidateur domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège social où toutes communications peuvent lui être valablement faites, s'il n'a pas élu un autre domicile en Belgique vis à vis de la société.

Article 30 - Compétence judiciaire

Pour tout litige entre la société, ses actionnaires, administrateurs, commissaires et liquidateurs relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège social, à moins que la société n'y renonce expressément.

Article 31 - Droit commun

Les parties entendent se conformer entièrement au Code des sociétés.

En conséquence, les dispositions de ce texte, auxquelles il ne serait pas licitement dérogé, sont réputées inscrites dans le présent acte et les clauses contraires à ses dispositions impératives sont censées non écrites.

Sixième résolution : Nomination de deux administrateurs et de deux administrateurs délégués – Démission des gérants

L'assemblée générale décide de fixer le nombre des administrateurs à deux et appelle à ces fonctions :

1. Monsieur VRIJENS Bernard Christian Jean Marie, né à Rocourt le 25 juin 1970, numéro national 70.06.25-281.93, époux de Madame FABRY Véronique Martine Lisette, domicilié à 4690 Bassenge, Rue Guizette 24/A.

Marié à Blégny le 13 juillet 1996 sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage, non modifié jusqu'à présent, ainsi qu'il le déclare.

2. La société privée à responsabilité limitée « DAVID DALLA VECCHIA », ayant son siège social à 4000 Liège, rue Schmerling 21, portant le numéro d'immatriculation au Registre des personnes morales 0880.063.677, RPM Liège.

Société constituée aux termes d'un acte reçu le 10 mars 2006 par le Notaire Eric DORMAL, à Chênée (Liège), publié aux Annexes du Moniteur belge le 29 mars suivant, sous le numéro 06057073.

Dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu le 19 mars 2014 par le Notaire Pierre GOVERS, à Chênée (Liège), publié aux Annexes du Moniteur belge le 14 avril suivant, sous le numéro 0079853.

Représentée par son représentant permanent, Monsieur DALLA VECCHIA David prénommé.

Les administrateurs sont nommés pour une durée de six ans et ils exerceront leur mandat de façon rémunérée.

A l'instant, le conseil d'administration nommé comme dit est, décide de nommer en qualité d'administrateurs-délégués, avec les pouvoirs prévus à l'article 14 des statuts, Monsieur VRIJENS Bernard et la SPRL DAVID DALLA VECCHIA, présents et qui déclarent accepter.

Par ailleurs, l'assemblée accepte avec effet immédiat la démission de Monsieur VRIJENS Bernard et de la SPRL DAVID DALLA VECCHIA comme gérants de la société et leur donne décharge pour l'exécution de leur mandat.

Septième résolution : Emission de cent (100) parts bénéficiaires, non représentatives du capital social-détermination des droits qui y sont attachés

L'assemblée décide d'émettre cent (100) parts bénéficiaires, non représentatives du capital social, ayant les caractéristiques et conférant les droits suivants :

a. Nature des parts : Les parts bénéficiaires seront nominatives : la mention de leur nature, de la date de leur création, des conditions prescrites pour leur cession, des transferts ou transmissions avec leur date et de la conversion des parts bénéficiaires nominatives en parts bénéficiaires dématérialisées, si les statuts l'autorisent, sera faite sur le registre des parts bénéficiaires nominatives ; des certificats d'inscription, portant les mêmes mentions, seront remis aux propriétaires de parts bénéficiaires.

b. Droit de vote : Les parts bénéficiaires ne conféreront pas le droit de vote à leurs propriétaires, sauf application des articles 559, 560, 620 et 781 du code des sociétés.

c. Cession : Les parts bénéficiaires ne sont négociables que dix jours après le dépôt des deuxièmes comptes annuels qui suit leur création ; jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte notarié ou par écrit sous seing privé, signifié à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité. Les actes relatifs à la cession de ces parts mentionnent leur nature, la date de leur création et les conditions prescrites pour leur cession.

d. Droit au dividende : Le dividende afférent à chaque part bénéficiaire sera fixé chaque année par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

e. Droits privilégiés en cas de liquidation : en cas de liquidation de la société, les répartitions de sommes résultants de la liquidation seront effectuées selon répartition déterminée par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration en allouant en priorité celles-ci aux porteurs de parts bénéficiaires.

Huitième résolution : Attribution de cent (100) parts bénéficiaires à Monsieur VRIJENS Bernard, précité

L'assemblée décide d'attribuer à Monsieur VRIJENS Bernard comparant, cent (100) parts bénéficiaires en contrepartie de son rôle de direction assumé au sein de la société et de sa filiale suisse depuis plus de quinze années, lequel est ici présent et déclare accepter ;

Ces parts participent aux distributions de résultats de la société à partir du premier jour de l'exercice comptable se clôturant en 2018.

Neuvième résolution : Modification des statuts - Ajout d'un article 7bis relatif aux titres bénéficiaires.

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée décide d'ajouter dans les statuts un article 7bis, lequel sera libellé comme suit :

« Article 7bis – Titres bénéficiaires

Il existe en outre cent (100) parts bénéficiaires, non représentatives du capital, attribuées en contrepartie de divers apports immatériels.

a. Nature des parts : Les parts bénéficiaires seront nominatives : la mention de leur nature, de la date de leur création, des conditions prescrites pour leur cession, des transferts ou transmissions avec leur date et de la conversion des parts bénéficiaires nominatives en parts bénéficiaires dématérialisées, si les statuts l'autorisent, sera faite sur le registre des parts bénéficiaires nominatives ; des certificats d'inscription, portant les mêmes mentions, seront remis aux propriétaires de parts bénéficiaires.

b. Droit de vote : Les parts bénéficiaires ne conféreront pas le droit de vote à leurs propriétaires, sauf application des articles 559, 560, 620 et 781 du code des sociétés.

c. Cession : Les parts bénéficiaires ne sont négociables que dix jours après le dépôt des deuxièmes comptes annuels qui suit leur création ; jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte notarié ou par écrit sous seing privé, signifié à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité. Les actes relatifs à la cession de ces parts mentionnent leur nature, la date de leur création et les conditions prescrites pour leur cession.

d. Droit au dividende : Le dividende afférent à chaque part bénéficiaire sera fixé chaque année par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

e. Droits privilégiés en cas de liquidation : en cas de liquidation de la société, les répartitions de sommes résultant de la liquidation seront effectuées selon répartition déterminée par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration en allouant en priorité celles-ci aux porteurs de parts bénéficiaires.»

Dixième résolution : Modification de l'article 25 relatif à l'affectation des résultats et de l'article 28 relatif à l'affectation de sommes à répartir résultant de la liquidation.

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de :

a) modifier l'article 25 en ajoutant in fine la phrase suivante : « Après affectation à la réserve légale, le solde restant recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale, statuant à la majorité des voix, sur proposition du conseil d'administration, en tenant compte des droits dont bénéficient les cent (100) parts bénéficiaires existantes, tels qu'ils sont définis à l'article 7bis des statuts. »

b) modifier l'article 28 comme suit :

« Après paiement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, ou après consignation des montants à cette fin, les liquidateurs répartissent l'actif net en espèces ou en titres, entre les actionnaires au prorata du nombre d'actions qu'ils possèdent.

L'affectation d'éventuelles sommes à répartir à la suite de liquidation de la société sera décidée par l'assemblée générale, statuant à la majorité des voix, sur proposition du conseil d'administration, en tenant compte des droits privilégiés sur les répartitions de liquidation dont bénéficient les cent (100) parts bénéficiaires existantes, tels qu'ils sont définis à l'article 7bis des statuts.

En outre les biens qui subsistent en nature sont répartis de la même façon.

Si toutes les actions ne sont pas libérées de la même façon les liquidateurs doivent rétablir l'équilibre avant de procéder au partage précité, en mettant toutes les actions sur pied d'égalité, soit en inscrivant des versements supplémentaires à charge des actions qui ne sont pas suffisamment libérées, soit en remboursant en espèces ou en titres les actions libérées dans des proportions supérieures.

Le solde est réparti également entre toutes les actions en tenant compte des parts bénéficiaires comme indiqué ci-dessus. »

Onzième résolution : Pouvoirs

L'assemblée confère au conseil d'administration, tous pouvoirs nécessaires aux fins d'exécution des résolutions qui précèdent.

Réservé
au
Moniteur
belge



Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 07/08/2018 - Annexes du Moniteur belge

VOTE

Chacune des résolutions qui précèdent est adoptée, par un vote distinct, à l'unanimité des voix.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME

Maître Anne Françoise HONHON

Notaire associé de la société civile ayant pris

la forme d'une société privée à responsabilité

limitée "Anne Françoise HONHON et Christine DÔME,

Notaires associés" à Liège

Acte déposé au greffe :

- l'expédition de l'acte du 26/08/2018
- la coordination des statuts

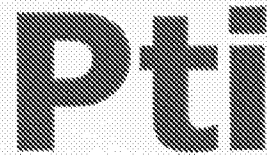
Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

TRADEMARK

REEL: 007443 FRAME: 0121



patent translations
traduction de brevets
Patentübersetzungen

特許翻訳

400 LANGUAGES WORLDWIDE

IN THE MATTER OF: *TRM-101084-USWO Westrock to Aardex Extract
from Belgian Commercial Register*

We the undersigned: **Aktuel Translations Ltd**
The Old Smithy 19b Hart St, Henley on Thames OXON RG9 2AR, England
do solemnly and sincerely declare as follows:

1. THAT our translator is well acquainted with both the French and English languages and is a competent translator of legal, financial and other matters written in French into English.
2. THAT the attached document is to the best of our knowledge, understanding and belief a true and correct translation made by our translator of a document supplied to us.

LONDON

PARIS

FRANKFURT

HONG KONG

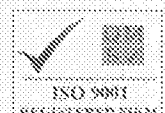
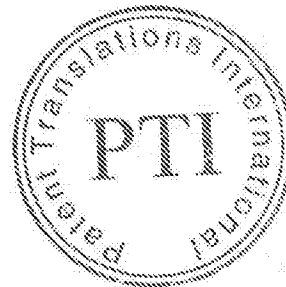
TOKYO

NEW YORK

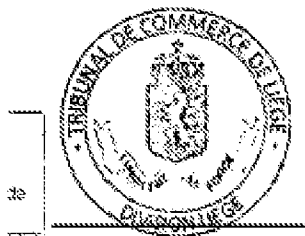
AND WE MAKE this Declaration by virtue of the Statutory Declarations Act 1835, conscientiously believing the statements contained therein to be true in every particular.

DECLARED this 15th day of December 2020

Rosanna McDermott
Senior Project Manager



Copy to be published in the annexes to the Belgian Official Gazette after the instrument has been filed with the registry



13 July 2018 Registry

MONITEUR BELGE (BELGIAN OFFICIAL GAZETTE)
31/07/2018
BELGISCH STRAATSLAD

Company no.: **0631 773 965**

Name

(in full): **WESTROCK BELGIUM**

(abbreviated):

Legal form: **Private Limited Liability Company**

Full address of registered office: **4600 Visé, Rue des Cyclistes Frontière 24**

Aim of the instrument: TRANSFORMATION FROM PRIVATE LIMITED COMPANY (SPRL) TO PUBLIC LIMITED COMPANY (SA) - AMENDMENT OF THE ARTICLES OF ASSOCIATION

From an instrument executed by Maître Christine DÔME, Notary practising in Liège (3rd canton), exercising her role within a civil law company having taken the form of a private limited liability company "Anne Françoise HONHON and Christine DÔME, Associate Notaries", having its registered office in Liège, avenue de Fontainebleau 2, Notice of registration of Instrument of the Notary Christine DÔME in Liège on 26/6/2018, directory 05810 Roll(s): 20 References(s): 0 Registered at the registration office "BUREAU SÉCURITÉ JURIDIQUE LIEGE 1" on the fifth of July two thousand and eighteen (5/7/2018) ACP reference (5) Volume 000 Folio 000 File 8418 Fees collected: fifty euros and zero cents (€50.00) The collector, it follows that:

The extraordinary general meeting of the shareholders of the Private Limited Liability Company "WESTROCK BELGIUM", after deliberation, unanimously adopts the following resolutions:

First resolution: To change the company name and thus amend Article 1 of the articles of association

The attendees of the meeting decided that the company name will be changed. It will now go by the name "AARDEX Group".

Consequently, Article 1 of the articles of association will be amended as follows:

"The company takes the form of a private limited liability company, and is called "AARDEX Group"

Note on the last page of Part B:

On the front: Name and capacity of the acting notary or of the person or persons authorised to represent the legal entity with regard to third parties

On the back: Name and signature (not applicable to documents marked as "appended").

TRADEMARK
REEL: 007443 FRAME: 0123

Second resolution: To change the registered office and thus amend Article 2 of the articles of association.

The attendees of the meeting decide to move the registered office of the company to 4102 Seraing, rue Bois Saint Jean 15/1 and to amend Article 2 of the articles of association accordingly as follows:

“The registered office is 4102 Seraing, rue Bois Saint Jean 15/1.

It may be moved to any other location in Belgium by decision of the management body or the manager(s), and in compliance with the language legislation in force.

The company may set up, by decision of the manager, places of business, administrative offices, branches, agencies and depots in Belgium or abroad.”

Third resolution: To change the date of the ordinary general meeting and the financial year and thus amend Articles 11 and 29 of the articles of association

The attendees of the meeting decided to change the date of the ordinary general meeting to the second Monday of June at 10.00 a.m.

Consequently, Article 11 of the articles of association will be modified as follows:

“The ordinary general meeting takes place annually on the second Monday of June at 10.00 a.m.

If this day is a public holiday, the meeting shall take place the next working day.

The ordinary general meeting is held at the registered office of the company or in the municipality of the registered office of the company.

It may also be held in one of the nineteen municipalities of the Brussels-Capital Region,

In the event that the written procedure is used in accordance with Article 23 of the articles of association, the company must receive—by the date set by statute for the holding of the ordinary general meeting at the latest—the circular containing the agenda and the proposals for decisions signed and approved by all the partners.

A special or extraordinary meeting of shareholders may be called whenever the interests of the company so require.

General meetings of partners may be called by the management body or by the auditor(s) and may be called at the request of partners who, alone or together, represent one fifth of the share capital.

Extraordinary or special general meetings are held at the registered office of the company or in any other place mentioned in the notice, or otherwise.”

In addition, the attendees of the meeting decide to change the financial year so that it begins on 1 January and ends on 31 December.

Consequently, Article 29 of the articles of association will be amended as follows:

“The financial year begins on 1 January and ends on 31 December of the following year.

At the end of each financial year, the management body draws up an inventory and draws up the annual accounts of the company including a balance sheet, an income statement, as well as the appendix. These documents are drawn up in accordance with the law and filed with the National Bank of Belgium.

With a view to being published, the accounts are duly signed by a manager.

The management body also draws up an annual management report in accordance with Articles 95 and 96 of the Belgian Companies Code. However, the management body is not required to write a

management report if the company meets the criteria provided for in Article 94(1) of the Belgian Companies Code."

Consequently, the current financial year will end on 31 December 2018 and the next general meeting will be held on the second Monday of June 2019.

Fourth resolution: Transformation into a public limited company

4.1. Preliminary reports.

The Chairperson did not need to read out the reports announced in the agenda of this meeting, since the partners declared that they received a copy of said reports more than 15 days beforehand, namely:

- a) the supporting report drawn up by the management body in accordance with Articles 777 and 778 of the Belgian Companies Code, aimed in particular at turning a private limited liability company into a public limited company, with an appendix summarising the position with regard to the company's assets and liabilities, dating back no further than three months;
- b) the auditor's report on the above report.

The conclusions of the auditor's report relating to the transformation are copied verbatim below:

"We carried out a limited assessment of the assets and liabilities of the private limited company Westrock Belgium at 31 March 2018, in accordance with the auditing standards decreed by the Belgian Institute of Company Auditors relating to the report to be drafted upon transforming a company. On the basis of this limited assessment, we are able to set out the following conclusions:

- Based on our work, we did not find any overestimation of net assets;
- The net asset value is higher than the share capital.

Restriction on disseminating our conclusions

This report was drawn up as part of the process of changing the legal form of the private limited company Westrock Belgium to a public limited company and must not be used for any other purposes."

The two aforementioned reports, as well as the report summarising the company's position with regard to assets and liabilities at 31 March 2018, will remain appended, forming an integral part of this instrument, after it has been initialled and signed as "not to be changed" by those in attendance today and us, the Notary.

4.2. Transformation into a public limited company

The attendees at the meeting decide to change the form of the company, without changing its legal personality or its corporate purpose, and to adopt the form of a public limited company, whose capital remains unchanged.

The transformation shall take place in light of and on the basis of the accounting position at 31 March 2018 since this position is used in the management body's report.

The accounting and reporting items remain unchanged, and the public limited company will keep the records and the accounts held by the private limited company.

The public limited company retains the registration number of the private limited liability company in the Belgian Register of legal entities (i.e. number 0631.773.965).

Fifth resolution: Adoption of the articles of association of the limited company

The attendees of the general meeting approved the articles of association of the limited company as follows:

ARTICLES OF ASSOCIATION

SECTION I: TYPE OF COMPANY

Article 1 - Company form and name

The company is a commercial company and adopts the form of the public limited company.

It is called "AARDEX Group".

Any instruments, invoices, announcements, publications, letters, order forms and other documents issued by the company must contain the name of the company, the type of company in full or abbreviated form, the registered office of the company, the Brussels Trade Register term followed by the company number, the seat of the court in whose jurisdiction the company's registered office is located.

Article 2 - Registered office

The registered office is 4102 Seraing, rue Bois Saint Jean 15/1.

This may be moved to any other location in the French-speaking region of Belgium or in the Brussels-Capital region by a decision of the board of directors, which has sufficient authority to have the resulting amendment of the articles of association authenticated.

The company may set up, by a decision of the board of directors, administrative offices, agencies, workshops, depots and branches, both in Belgium and abroad.

Article 3 - Purpose

The purpose of the company is, both in Belgium and abroad, both for itself and for third parties: any activity in the field of research and development of algorithms and databases in relation to these, relating to adherence measured in real time, as well as the integration of pharmaceutical, medical and economic data in connection with said research into compliance.

The company also works on the marketing of electronic devices of all kinds, especially the marketing of model devices for measuring adherence in real time, custom marketing software for individual and group analysis of data relating to the systems described above, as well as the preparation and quality control of the various elements required to distribute products for the pharmaceutical industry.

The company also aims to create, implement, modify, repair and sell computer programs (software and firmware); to study, produce and sell any electronic equipment and supply related products, and to perform consulting and training activities in the field of IT and electronics.

The company ultimately operates in the field of hardware and software development of all types of products, the acquisition of intellectual property rights and licences, and the distribution of any direct or indirect real-time measurement system for adherence as well as any service activity related to clinical analysis and bio-statistical adherence data.

The company may take an interest in any business or company with an identical, analogous, similar or related purpose, or which is likely to promote the development of its business.

The company may grant securities in order to guarantee its own obligations or the obligations of third parties, by means of mortgages, pledges on its property, including its own business capital, as well as any other form of personal or property-related guarantee.

The company may generally carry out any commercial, industrial, financial, movable or real property transactions, relating directly or indirectly to its corporate purpose or which could contribute towards achieving said purpose.

Article 4 - Duration

The company is incorporated for an unlimited period.

SECTION II CAPITAL

Article 5 - Capital

The share capital is set at two hundred and eighty-eight thousand five hundred and fifty euros (€288,550.00).

It is represented by two hundred and eighty-eight thousand five hundred and fifty (288,550) shares without par value.

Each share represents one two hundred and eighty-eight five hundred and fiftieth (1/288,550th) of the share capital.

Article 5(b) - History

The company's share capital was set at eighteen thousand five hundred and fifty euros (€18,550.00) when it was incorporated, represented by eighteen thousand five hundred and fifty (18,550) partnership shares.

According to the minutes executed by the notary Eric SPRUYT, in Brussels, on 12 October 2015, the attendees of the general meeting decided to increase the share capital by up to TWO HUNDRED AND SEVENTY THOUSAND EUROS (€270,000.00) to bring it from EIGHTEEN THOUSAND FIVE HUNDRED AND FIFTY EUROS (€18,550.00) to TWO HUNDRED AND EIGHTY-EIGHT THOUSAND FIVE HUNDRED FIFTY EUROS (€288.550,000), by cash contribution and by creating two hundred and seventy thousand (270,000) new shares, without par value, of the same type and with the same rights and benefits as the existing shares and participating in the profit of the company from the date they are created.

According to the minutes executed by the notary Christine DÔME, in Liège, on 26 June 2018, the attendees of the general meeting decided to transform the private limited liability company into a public limited company so that the two hundred and eighty-eight thousand five hundred and fifty (288,550) partnership shares became shares.

Article 5(c) - Authorised capital

The board of directors is authorised to increase the capital in one or more instalments, up to a maximum amount of two hundred and eighty-eight thousand five hundred and fifty euros (€288,550.00).

This authorisation is granted to the board of directors for a period of five years from the day set by law as the starting point of this period.

The board of directors is authorised to issue, on one or more occasions, under the conditions provided for by law, convertible bonds or bonds redeemable in shares, subscription rights or other financial instruments conferring, at term, the right to shares, up to a maximum amount that is such that the amount of capital increases that could result from the conversion or redemption of bonds or the exercise of subscription rights or other financial instruments does not exceed the limit up to which the capital can be further increased by the board of directors by application of the first paragraph.

In addition to the authorisation granted in the first paragraph, the board of directors is expressly authorised for a period of three years, in the event of a public takeover or exchange offer relating to the company's shares, to increase the capital in compliance with legal conditions, through contributions in

kind or in cash. Any capital increases introduced under this authorisation will be applied to the remaining part of the authorised capital provided for in the first paragraph.

Any capital increases introduced using these authorisations may be carried out both via contributions in cash and, subject to legal restrictions, by contributions in kind. They may also be carried out via incorporation of available or unavailable reserves or share premium, with or without the creation of new securities.

The board is required to respect the preferential subscription right in accordance with the law. However, the board may limit or remove, in the interest of business and under the conditions prescribed by law, the preferential right in favour of one or more determined persons other than members of staff of the company or its subsidiaries.

Share premiums, if any, must be allocated by the board of directors, in the event that it decides to increase the capital, after any costs are charged, to an unavailable "share premium" account, which will serve, in the same way as the capital, as a guarantee for third parties and may, subject to being incorporated into the capital by the board of directors as provided above, be reduced or removed only by a decision at the general meeting passed under the conditions required by Article 612 of the Belgian Companies Code.

When using the authorisations provided for in this article, the board of directors is able to adapt the articles of association to modify the article relating to the capital and how it is represented, to provide a complete history of the capital as well as, by means of a temporary provision to be inserted into this article, indicating to what extent it has made use of its power to increase the capital.

Article 6 - Calls for funds

Calls for funds are solely initiated by the board of directors.

Any amount called up is applied to all the shares held by the shareholder. The board of directors may authorise shareholders to pay up their securities early; in this case, it determines any conditions under which these advance payments are permitted. Advance payments are deemed to be cash advances.

A shareholder who, after a formal notice sent by recorded letter, does not honour a call for funds, must pay the company interest calculated at the legal interest rate, from the date on which the payment became due.

The board of directors may also, after a second notice that remains ineffective after one month of being sent, declare the forfeiture of the shareholder and have his/her shares sold, without prejudice to the right to claim the remaining balance as well as any damages and interest from him/her. The net proceeds from the sale are deducted from what is owed by the defaulting shareholder, who remains liable for the difference or profits from the surplus.

The exercise of voting rights attached to shares that have not been paid up is suspended as long as these payments, duly requested and due, have not been made.

SECTION III: SECURITIES

Article 7 - Nature of securities

Shares that are not fully paid up are registered.

Fully paid-up shares and other company securities are registered or dematerialised.

The shareholder may, at any time and at his/her expense, request that his/her securities be converted into registered or dematerialised securities.

Dematerialised securities are represented by a book entry in the name of the holder or owner with an approved account keeper or a settlement institution.

A register is kept at the registered office for each category of registered security. All holders of securities may consult the register relating to their securities.

Article 8 - Indivisibility of securities - Vote by the potential beneficiary

The securities are indivisible.

With regard to the exercise of the rights granted to shareholders, the company recognises only one owner for each security.

If the security is jointly owned, the company has the right to suspend the exercise of the rights relating thereto until only one person is designated as the owner of the security.

In the event that the ownership right of a share is severed, the rights relating thereto are exercised by the beneficiary.

Article 8(b) - Sale of shares

The approval procedure and the potential subsequent pre-emption procedure apply to sales and transfers of shares, whether for consideration or free of charge, to non-shareholder third parties.

A. - Inter vivos sales

A shareholder who wishes to sell all or part of his/her shares to a person, whether private or corporate, who is not a shareholder, shall inform the board of directors.

The decision to approve the action is taken by the board of directors, by a two-thirds majority of the directors present or represented, within one month of the shareholder's notification being sent.

The board of directors is not required to state the reasons for its refusal or its approval.

The board's decision to approve or otherwise is sent to the transferring shareholder within fifteen days of the board's decision.

If the board of directors does not approve the proposed transferee, the transferor has ten days from the date on which the notification from the board of directors is sent to make a decision on and communicate whether or not he/she is discontinuing his/her plan to sell the shares. If the transferor who has not been granted approval does not send notification to the board of directors, he/she is presumed to have discontinued his/her proposed sale. If he/she does not discontinue his/her plan, he/she gives the right of pre-emption on the shares offered for sale to the other shareholders, which the board shall notify the shareholders of without delay.

The shares shall be purchased, except by agreement between the parties within thirty days of the board's decision, at the price to be determined by an expert appointed by mutual agreement by the

parties in accordance with Article 31 of the Belgian Companies Code, and in the absence of agreement on the expert, by the president of the commercial court ruling as in summary proceedings at the request of the party acting first, half of the costs of the proceedings and expert opinion being payable by the transferor and half being payable by the purchaser(s), in proportion to the number of shares being purchased if there are several.

Shareholders may exercise this right of pre-emption no later than fifteen days after the board sends the results of the expert's assessment, indicating the number of shares they wish to buy.

Shareholders may also, prior to the expiry of this period, expressly waive the exercise of their right of pre-emption.

Failure to respond within the time allowed will constitute an express waiver of the right of pre-emption.

If the total number of shares for which the right of pre-emption has been exercised is greater than the number of shares offered for sale, the shares are primarily allocated to shareholders in proportion to their shareholding.

The right of pre-emption which some shareholders might not use increases the right of pre-emption of those who did use it, in proportion to the number of their shares in relation to the total of the shares of those who exercised their right. The board notifies the shareholders, at the end of the aforementioned period, of the result of the pre-emption procedure and sets, if necessary, a new period of fifteen days to allow pre-emption rights to be exercised in a second round.

If the parties do not exercise their right of pre-emption or if the number of shares on which the parties have exercised their right of pre-emption is less than the number of shares offered for sale, the transferor may freely transfer all of his/her shares to the proposed third-party transferee.

The purchaser shall pay the price of the shares within thirty days of the price being determined.

The notifications made in application of this article are sent by recorded letter, and time starts to run from the date on which the letter is sent, affixed on the post marking of the recorded letter.

B. - Transmissions on death

The foregoing provisions apply mutatis mutandis to transmission on death

The request for approval will be made by the heir(s) or by the legatees of the shares. They may request their approval if all the shares collected are not taken over within the time limit set.

SECTION IV: ADMINISTRATION - MONITORING

Article 9 - Composition of the board of directors

The company is administered by a board of at least three directors, who may or may not be shareholders, appointed for a maximum of six years by the general meeting of shareholders, and eligible for re-election.

However, in the cases provided for by law, the composition of the board of directors may be limited to two members.

If a legal person is appointed director or member of the management committee, a permanent representative responsible for carrying out this task in the name and on behalf of the legal person must be appointed from among the partners, managers, directors, members of the board of directors or employees. This representative is subject to the same conditions and incurs the same civil and criminal responsibilities as if he/she carried out this task in his/her name and on his/her own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal person he/she represents.

Unless otherwise decided by the shareholders at the general meeting, the director has a free mandate.

Article 10 - Chairperson

The board of directors may elect a chairperson from among its members. If the chairperson is absent or unable to fulfil his/her duties, the board appoints one of its members to replace him/her.

Should it be deemed appropriate, the board may elect one or more vice-chairpersons.

Article 11 - Meeting of the board of directors

The board of directors meets, in Belgium or abroad, at the invitation of its chairperson or, in the event of the chairperson not being able to fulfil his/her duties, at the invitation of the person who replaces him/her, or of two directors.

Invitations are written or oral, and can be delivered by any method. Directors may waive their entitlement to notice of the meeting and, in any case, will be considered to have been notified normally if they are present or represented at the meeting.

Article 12 - Deliberation

The Board of Directors may only validly deliberate and make a decision if at least half of its members are present or represented.

Any director who is unable to fulfil his/her duties or is absent may delegate, in writing, by any means of delivery, one of his/her colleagues to represent him/her at board meetings and vote for him/her. The director represented is, in this case, deemed to be in attendance.

In the cases provided for by law, decisions of the board of directors may be taken by unanimous consent of the directors expressed in writing.

Decisions of the board of directors are passed by a simple majority of votes, without taking into account abstentions. In the event of a tie, the person chairing the meeting has the casting vote. However, if the board of directors is composed of two members, the chairperson no longer has the casting vote until the board of directors is again composed of at least three members.

Article 13 - Powers of the board of directors

The board of directors has the power to perform all acts necessary or useful for the achievement of the corporate purpose, with the exception of those which the law or the articles of association reserve for the general meeting.

Article 14 - Daily management

The board of directors may delegate its management powers to a management committee, without this delegation being capable of affecting the company's general policy or any of the acts reserved for the board of directors by law. If a management committee is set up, the board of directors is responsible for overseeing it.

The board of directors may also delegate the day-to-day management of the company to one or more persons, whether directors or otherwise, called managing directors.

In the context of day-to-day management, the managing director alone may represent the company.

Finally, he/she can delegate special and limited powers to any individual.

Article 15 - Representation

The company is represented in all acts, including those involving a public official or a ministerial officer and in court, by two directors jointly. It is also represented by any other person acting within the limits of the powers delegated by or by virtue of a decision of the board of directors.

Article 16 - Audit

When required by law and within the limits provided by law, the company is audited by one or more auditors, appointed for three years and eligible for re-election.

SECTION V: GENERAL MEETINGS

Article 17 - Meetings

The Ordinary General Meeting takes place annually on the second Monday of June at 10.00 a.m. If this day is a public holiday, the meeting takes place the next working day, at the same place and at the same time.

Article 18 – Convocation

Meetings take place at the registered office or at the place indicated in the notice, at the initiative of the board of directors or the auditors.

Meetings are convened in accordance with the law.

Any individual may waive this entitlement to notice of a meeting and, in any case, will be considered as having been duly notified if he/she is present or represented at the meeting.

Article 19 - Admission

The board of directors may require that in order to be admitted to the meeting:

- holders of registered shares must, at the latest seven working days before the date of the general meeting, inform the board of directors of their intention to take part in the meeting, as well as the number of shares they want to count towards the vote;

- the owners of dematerialised shares must, at the latest seven working days before the date of the general meeting, file at the registered office or at the places indicated in the meeting notice, a certificate drawn up by the approved account keeper or the settlement institution noting the unavailability, up to the date of the general meeting, of the dematerialized shares;

Bondholders may attend the meeting, but in an advisory capacity only, as long as they have completed the formalities prescribed in the above paragraph.

Article 20 - Adjournment

Any general meeting, whether ordinary or extraordinary, may be adjourned, forthwith, for a maximum of three weeks by the board of directors. This adjournment cancels any decision passed. The second meeting will deliberate on the same agenda and will make a final decision.

Article 21 - Majorities - Proxies

Except in the cases provided for by law, decisions are passed, regardless of the number of securities represented at the meeting, by majority vote.

Any shareholder may give any other person, whether a shareholder or otherwise, by any delivery method, a written proxy to represent him/her at the meeting and vote on his/her behalf.

The board of directors may decide on the form of proxies and require that they be filed at a location and by a deadline of its choosing.

Shareholders may unanimously pass any decisions in writing which fall within the power of shareholders at the general meeting, except those that must be passed by an authenticated instrument.

Article 22 – Management committee

The general meeting is chaired by the chairperson of the board of directors or, failing that, by a person appointed at the meeting.

The chairperson may appoint a secretary.

Attendees of the meeting may choose one or more scrutineers from among its members.

Article 23 - Number of votes

Each share confers the right to one vote.

SECTION VI: RECORDS APPROPRIATION OF PROFIT OR LOSS

Article 24 - Financial year

The financial year begins on 1 January and ends on 31 December of each year.

Article 25 - Appropriation of profit or loss

Attendees of the annual general meeting vote on the annual accounts and on appropriations and deductions. At least five percent of the net profits for the financial year is appropriated to the legal reserve. This appropriation is no longer compulsory when the legal reserve reaches ten percent of the share capital.

Article 26 - Interim dividends

The board of directors may vote on the payment of interim dividends.

SECTION VII: DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 27 - Dissolution - Liquidation

In the event the company is dissolved for any reason whatsoever and at any time, liquidation is performed by the liquidators appointed at the general meeting.

In the absence of an appointment, liquidation is performed by the directors in office who act as the liquidation committee.

To this end, the liquidators have the broadest powers provided for by law.

Remuneration of the liquidators is fixed at the meeting.

The liquidators only take office after their appointment is confirmed by the commercial court.

Article 28 – Distribution

After payment of all debts, charges and liquidation costs, or after the amounts for this purpose are deposited, the liquidators distribute the net assets in cash or in securities, among the shareholders in proportion to the number of shares they own.

In addition, assets which remain in kind are distributed in the same way.

If all the shares are not paid up in the same way, the liquidators must restore the balance before proceeding with the aforementioned distribution, by placing all the shares on an equal footing, or by entering additional payments to be paid for the shares that are not sufficiently paid up, or by reimbursing the shares paid up in greater proportions in cash or in securities.

The balance is divided equally among all the shares.

SECTION VIII: MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 29 - Election of domicile

For the execution of the articles of association, any shareholder, director, auditor, director or liquidator domiciled abroad elects the registered office as his/her domicile, where all correspondence can be duly sent to him/her, if he/she has not elected another domicile in Belgium for matters related to the company.

Article 30 - Jurisdiction

For any dispute between the company, its shareholders, directors, auditors and liquidators relating to the affairs of the company and the execution of these articles of association, exclusive jurisdiction is granted to the courts of the registered office, unless the company expressly waives said jurisdiction.

Article 31 - Common law

The parties intend to fully comply with the Belgian Companies Code.

Consequently, the provisions of this text, which should not be legally derogated from, are deemed to be included in this instrument and clauses contrary to its mandatory provisions are deemed to not have been written.

Sixth resolution: To appoint two directors and two managing directors - Resignation of managers

The attendees of the general meeting decided to set the number of directors at two and nominates the below individuals for these roles:

1. Mr VRIJENS Bernard Christian Jean Marie, born in Rocourt on 25 June 1970, national ID number 70.06.25-281.93, husband of Mrs FABRY Véronique Martine Lisette, domiciled at 4690 Bassenge, Rue Guizette 24/A.

Married in Blégny on 13 July 1996 under the regime of community of property in the absence of a marriage contract, which has not been modified to date, as declared.

2. The private limited liability company "DAVID DALLA VECCHIA", having its registered office at 4000 Liège, rue Schmerling 21, with the registration number in the Register of legal entities 0880.063.677, RPM Liège.

Company incorporated under the terms of an instrument executed on 10 March 2006 by the Notary Eric DORMAL, in Chênée (Liège), published in the Annexes of the Belgian Official Gazette on 29 March, under number 06057073.

Whose articles of association were last amended under the terms of an instrument executed on 19 March 2014 by the Notary Pierre GOVERS, in Chênée (Liège), published in the Annexes of the Belgian Official Gazette on 14 April, under number 0079853.

Represented by its permanent representative, Mr DALLA VECCHIA David, named above.

The directors are appointed for a period of six years and they will exercise their mandate on a remunerated basis.

Now, the board of directors as named above decides to appoint as managing directors, with the powers provided for in Article 14 of the articles of association, Mr VRIJENS Bernard and the SPRL DAVID DALLA VECCHIA, in attendance and who declare that they accept such role.

Furthermore, the general meeting accepts with immediate effect the resignation of Mr. VRIJENS Bernard and the SPRL DAVID DALLA VECCHIA as managers of the company and discharges them from the performance of their mandate.

Seventh resolution: To issue one hundred (100) profit shares, not forming part of the share capital - determination of the rights attached thereto

The shareholders at the meeting decide to issue one hundred (100) profit shares, not forming part of the share capital, with the following characteristics and conferring the following rights:

a. Nature of the shares: The profit shares will be registered: their nature, the date they were created, the conditions prescribed for their sale, transfer or transmission with their date and the conversion of the registered profit shares into dematerialised profit shares, if the articles of association so allow, will be noted in the register of registered profit shares; registration certificates, containing the same information, will be issued to the owners of profit shares.

b. Right to vote: The beneficiary shares will not confer voting rights on their owners, except in application of Articles 559, 560, 620 and 781 of the Belgian Companies Code.

c. Sale: The profit shares only become negotiable ten days after the filing of the second annual accounts following the creation of said shares; before this period ends, they may only be sold by notarial instrument or by private deed served on the company within the month of the sale, lest the sale be void. The documents relating to the sale of these shares include their nature, the date they were created and the conditions prescribed for their sale.

d. Right to dividends: The dividend relating to each profit share will be set each year by the general meeting on a proposal of the board of directors.

e. Preferential rights in the event of liquidation: in the event of liquidation of the company, the distributions of sums resulting from liquidation will be made according to the distribution determined at the general meeting on the proposal of the board of directors, and they shall be allocated preferentially to holders of profit shares.

Eighth resolution: To allocate one hundred (100) profit shares to Mr VRIJENS Bernard, named above

The attendees of the meeting decide to allocate to Mr VRIJENS Bernard (in attendance), one hundred (100) profit shares in return for the management role he has performed within the company and its Swiss subsidiary for over fifteen years, who is in attendance and declares that he accepts them;

These shares are included in the distribution of the company's profits from the first day of the financial year ending in 2018.

Ninth resolution: To amend the articles of association - Addition of an Article 7(b) relating to profit shares.

As a result of the above resolutions, the shareholders at the meeting decide to add Article 7(b) to the articles of association, which will read as follows:

"Article 7(b) – Profit shares

There are also one hundred (100) profit shares, not forming part of the capital, allocated in return for various intangible contributions.

a. Nature of the shares: The profit shares will be registered: their nature, the date they were created, the conditions prescribed for their sale, transfer or transmission with their date and the conversion of the registered profit shares into dematerialised profit

shares, if the articles of association so allow, will be noted in the register of registered profit shares; registration certificates, containing the same information, will be issued to the owners of profit shares.

b. Right to vote: The beneficiary shares will not confer voting rights on their owners, except in application of Articles 559, 560, 620 and 781 of the Belgian Companies Code.

c. Sale: The profit shares only become negotiable ten days after the filing of the second annual accounts following the creation of said shares; before this period ends, they may only be sold by notarial instrument or by private deed served on the company within the month of the sale, lest the sale be void. The documents relating to the sale of these shares include their nature, the date they were created and the conditions prescribed for their sale.

d. Right to dividends: The dividend relating to each profit share will be set each year by the general meeting on a proposal of the board of directors.

e. Preferential rights in the event of liquidation: in the event of liquidation of the company, the distributions of sums resulting from liquidation will be made according to the distribution determined at the general meeting on the proposal of the board of directors, and they shall be allocated preferentially to holders of profit shares.

Tenth resolution: To amend Article 25 relating to the appropriation of profit or loss and Article 28 relating to the appropriation of sums to be distributed as a result of liquidation.

As a result of the preceding resolutions, the attendees of the meeting decide to:

a) amend Article 25 by adding the following sentence: "After appropriation to the legal reserve, the remaining balance will receive the amount appropriated to it at the general meeting, passed by a majority, on a proposal of the board of directors, taking into account the rights enjoyed by the hundred (100) existing profit shares, as defined in Article 7(b) of the articles of association. "

b) amend Article 28 as follows:

"After payment of all debts, charges and liquidation costs, or after the amounts for this purpose are deposited, the liquidators distribute the net assets in cash or securities, among the shareholders in proportion to the number of shares they own.

The appropriation of any sums to be distributed following the liquidation of the company will be voted on at the general meeting, passed by a majority, on a proposal of the board of directors, taking into account preferential rights on the liquidation distributions which the one hundred (100) existing profit shares benefit from, as defined in Article 7(b) of the articles of association.

In addition, assets which remain in kind are distributed in the same way.

If all the shares are not paid up in the same way, the liquidators must restore the balance before proceeding with the aforementioned distribution, by placing all the shares on an equal footing, or by entering additional payments to be paid for the shares that are

not sufficiently paid up, or by reimbursing the shares paid up in greater proportions in cash or in securities.

The balance is distributed equally among all the shares, taking into account the profit shares as indicated above."

Eleventh resolution: Powers

The attendees of the meeting confer on the board of directors all of the powers required to implement the above resolutions.

VOTE

All of the above resolutions are passed, by a separate vote, by unanimous vote.

CERTIFIED TRUE COPY

Maître Anne Françoise HONHON

Associated notary of the civil law company having taken

the form of a private limited liability company

“Anne Françoise HONHON et Christine DÔME,

Notaires Associés” in Liège

Instrument filed at the registry:

- copy of the instrument of 26/6/2018
- coordinated text of the articles of association

Note on the last page of Part B:

On the front: Name and capacity of the acting notary or of the person or persons authorised to represent the legal entity with regard to third parties

On the back: Name and signature (not applicable to documents marked as "appended").